

Convention collective nationale
IDCC : 646. – MAISONS DE JEUNES
ET DE LA CULTURE

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 20 DÉCEMBRE 2017
DE LA FFMJC DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1850351M
IDCC : 646

Paris, le 20 décembre 2017.

Madame la Présidente, Monsieur le Président,

En ma qualité de président de la FFMJC, association loi 1901 dont le siège est désormais situé 16, rue Hermel, 75018 Paris, je vous informe par le présent courrier que j'entends dénoncer l'accord d'entreprise dénommé : « convention collective FFMJC – FRMJC » qui a été signé en date du 12 février 1972 par le président de la FFMJC, dûment mandaté par le conseil d'administration.

Pour rappel, cet accord a été signé entre d'une part la fédération Française des MJC, les Fédérations régionales de MJC d'Aix-Marseille, de Picardie, de Franche-Comté, de Caen-Rouen, de Bourgogne, de Champagne-Ardenne, de Grenoble, de Nancy, de Lyon, de Rennes-Nantes, de Nice, de Nord/Pas-de-Calais, de Poitou/Charentes, de région parisienne, d'Aquitaine, du Limousin, de Montpellier, d'Orléans, de Strasbourg et d'autre part les syndicats FEN CGT et Fédération des services de santé de la CFDT et le syndicat Sud Culture.

Cette dénonciation concerne la totalité de cet accord et de tous les avenants subséquents. Il est précisé que cette dénonciation est faite aux motifs suivants :

- depuis 1972 la structure de la FFMJC a considérablement évolué notamment du fait de la scission (qui a conduit au départ de 6 fédérations régionales) ;
- la diminution des effectifs (nous sommes passés de plus de 500 directeurs de MJC en 1972 à 80 directeurs salariés de la FFMJC à fin 2017) ;
- la diminution drastique des aides publiques à la création et au maintien des emplois ;
- la fin du comité central d'entreprises et des comités d'établissements auxquels a succédé à partir de 2010 un seul comité d'entreprise aujourd'hui inclus dans la délégation unique du personnel ;
- la situation de redressement judiciaire dans laquelle se trouve la FFMJC et le plan de continuation validé par le TGI de Paris le 19 décembre 2013 ;
- la disparition de certaines fédérations régionales signataires de l'accord initial ;
- la non-application de l'accord initial par certaines fédérations qui ne sont plus affiliées à la FFMJC ;
- les regroupements récents en nouvelles fédérations régionales du fait du redécoupage des régions.

Cet ensemble de faits exceptionnels, ainsi que les multiples lois intervenues depuis 1972 en matière de droit du travail motivent la dénonciation.

L'application depuis 1989 de la convention collective nationale de l'animation, puis son extension, peut être en contradiction avec certaines dispositions de l'accord précité.

L'articulation de ces deux textes doit être discutée, analysée et le cas échéant harmonisée.

Pour exemples :

- les dispositions des articles 27-3, 35-3 et 36 sont aujourd'hui illégales et en contradiction avec la jurisprudence ;
- les dispositions sur la mutation ne sont plus adaptées.

La présente dénonciation prendra effet à l'issue d'un préavis conforme aux dispositions légales et conventionnelles, soit le 22 mars 2018.

Souhaitant trouver au plus vite un accord de substitution, des négociations s'engageront à compter de cette date en vue de la signature d'un nouvel accord.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, Monsieur le Président, en l'expression de mes sincères salutations.

Le président de la FFMJC.